



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 14/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DBP AQUITAINE

3 rue des Maconnais
BP 208
69800 Saint-Priest

Références : 25-0083
Code AIOT : 0005208090

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement DBP AQUITAINE implanté ZAE Eyrialis 33114 Le Barp. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, avait pour thématique les prélèvements environnementaux dans le cadre de la gestion des premières heures d'un incident ou accident. Définie comme action nationale 2025 de l'inspection des installations classées, cette thématique a pour objectif de vérifier que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée et que les dispositions figurant dans le plan d'opération interne (POI) répondent bien aux exigences réglementaires.

Cette inspection a également permis de traiter les suites de la dernière inspection du 23 novembre 2023 et d'aborder le devenir du dossier de porter à connaissance déposé en avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DBP AQUITAINE
- ZAE Eyrialis 33114 Le Barp
- Code AIOT : 0005208090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement DBP Aquitaine, situé au Barp, fait partie du groupe DBP MAYET dont la maison mère est située à Lyon.

Spécialisé dans le traitement des aciers inoxydables, il réalise des traitements en atelier du type dégraissage, décapage, passivation, polissage électrolytique et polissage mécanique, ainsi que des interventions sur site.

Son activité est également orientée sur la commercialisation de matériel de protection individuelle et produits d'application spécifiques à ce secteur. Enfin, il propose à ses clients des prestations de mise en conformité d'installations avec la réglementation environnementale et sécurité applicable. Il travaille principalement avec les secteurs pharmaceutiques, vinicoles, nautiques et les industries nucléaires navales.

Dans le cadre de son développement, la société a engagé une démarche de certification ISO 19443 - Qualité et sûreté nucléaire.

Le site est soumis au régime de l'autorisation pour trois rubriques de la réglementation ICPE, à savoir :

- 4120.2.a « emploi ou stockage de substances ou préparations toxiques » dont le seuil d'autorisation est fixé à 10 tonnes,
- 3260 et 2565 2a « revêtement métallique ou traitement de surfaces - procédé utilisant des liquides », dont le seuil d'autorisation est fixé à un volume total des cuves de traitement supérieur à 1500 L.

L'établissement est classé SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 4120 et IED au titre de la réglementation 3260.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2007 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 juin 2012 et 31 août 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100	/	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	4 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	4 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	4 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	4 mois
7	Local produits chimiques – dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 37.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	4 mois
8	Porte coupe feu	Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 37.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 32.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 30.4.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 15.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Confinement des eaux	AP Complémentaire du 13/06/2012, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Bâtiment TS – dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 33.1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Foudre	Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 31.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action nationale sur les prélèvements environnementaux, la société est en cours d'élaboration de son plan d'opération interne (POI). Ce dernier doit être complété et finalisé afin de répondre aux exigences sur cette thématique, applicable au site Seveso.

L'exploitant a indiqué, qu'en réalité, il ne devrait pas relever du statut Seveso au regard du contenu de ses bains de décapage. Le dossier de porter à connaissance, déposé début 2024, en attente de compléments de la part de l'exploitant, traite de cette modification. De plus, la levée de certaines observations faites durant l'inspection de 2023 est également dépendante de ce dossier (notamment concernant les dispositions constructives) ; il convient que l'exploitant le finalise au plus vite.

Dans le cas contraire, une mise en conformité vis-à-vis des dispositions applicables sera exigée. Des suites administratives de type mise en demeure pourront être proposées en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 - Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 ^{er} janvier 2023 ; [...] »
Constats : Le Plan d'Opération Interne (POI) est en cours d'élaboration par l'exploitant, document présenté durant l'inspection. La date de création du document relevée est le 23 janvier 2025. Le site dispose depuis 2010 d'une procédure générale de prévention et de gestion des situations dangereuses (PG007), document opérationnel. L'exploitant a annoncé durant l'inspection qu'il ne relevait finalement pas du statut Seveso, indiquant que la quantité de produits liquides de toxicité aigüe catégorie 2 (rubrique 4120.2) déclarée était erronée - les bains de décapage, concentrés à 50%, ne relevant pas de la rubrique 4120. Le dossier de porter à connaissance portant cette demande est en attente de compléments de la

part de l'exploitant depuis avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A ce jour, le site ayant le statut Seveso seuil bas, l'exploitant est tenu de finaliser son plan d'opération interne (POI), qu'il transmettra au SDIS et à la DREAL dans les meilleurs délais. Il est rappelé que le non-respect de cette disposition est considérée comme un fait non-conforme.

Afin de lever cette exigence, l'exploitant transmet le dossier de porter à connaissance complété afin de permettre la finalisation de son instruction. Dans le cas contraire, des suites administratives (de type mise en demeure) pourront être proposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014 - Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, [...] le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent, le POI du site est en cours d'élaboration.

Il a été relevé que l'exploitant procède d'ores et déjà à des exercices.

Le dernier exercice d'évacuation incendie a été réalisé le 04/02/2025, l'exploitant ayant profité de la vérification de ses moyens de protection contre l'incendie pour le mener. Toutefois, cet exercice n'a fait l'objet d'aucun enregistrement (feuille d'émargement, compte rendu).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué au point de contrôle n°1, à ce jour, le site ayant le statut Seveso seuil bas, l'exploitant est tenu de finaliser son plan d'opération interne (POI).

L'exploitant organise un exercice visant à tester l'organisation décrite dans son POI et transmet le compte-rendu à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : <p>« Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
Constats : <p>Le POI en cours d'élaboration ne liste pas les substances à rechercher par milieux concernés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Comme indiqué au point de contrôle n°1, à ce jour, le site ayant le statut Seveso seuil bas, l'exploitant est tenu de finaliser son plan d'opération interne, dont le contenu répond aux exigences réglementaires suscitées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...] <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>

Constats :
Le POI en cours d'élaboration ne liste pas les équipements de prélèvement à mobiliser et ne justifie pas de leur disponibilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Comme indiqué au point de contrôle n°1, à ce jour, le site ayant le statut Seveso seuil bas, l'exploitant est tenu de finaliser son plan d'opération interne, dont le contenu répond aux exigences réglementaires suscitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
Constats :
Le POI en cours d'élaboration identifie la société TERE0 comme ressource pour réaliser les analyses, laboratoire réalisant actuellement les analyses des piézomètres. A ce jour, l'exploitant ne dispose pas de convention à ce sujet avec le laboratoire .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Comme indiqué au point de contrôle n°1, à ce jour, le site ayant le statut Seveso seuil bas,

l'exploitant est tenu de finaliser son plan d'opération interne, dont le contenu répond aux exigences réglementaires suscitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Bâtiment TS – dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 33.1
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'atelier de TS est séparé du stockage de produits chimiques et de la station de traitement physico-chimique des rejets par des matériaux ou ouvrages présentant les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe AI ou A2 s1 di selon NF EN 13 501-1 - murs séparatifs REI120 montant jusqu'au toit ; - planchers REI 120 ; - portes et fermetures résistances au feu et leurs dispositifs de fermeture EI 120. <p>Les pièces justifiant les caractéristiques ci-dessus sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente inspection, l'exploitant a apporté la démonstration que les murs sont constitués de parpaings de 500x200x250 mm de haut, leur résistance au feu pour une durée de 120 minutes est avérée selon l'étude du CERIB.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Local produits chimiques – dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 37.4
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>Le local abritant l'installation de produits chimiques en stockage présente les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -murs extérieurs REI60 ; -murs intérieurs (séparation du stockage avec l'atelier et les bureaux) REI 120 ; -couverture incombustible de toiture ; -portes intérieures et extérieures du même degré coupe-feu que celui des murs traversés et munies d'un fermeture porte ou d'un dispositif assurant la fermeture automatique.
<p>Constats :</p> <p>Depuis la dernière inspection, le local de stockage des produits n'a ni été mis en conformité (flocage d'un composite retardant sur la paroi interne du mur extérieur annoncé), ni déménagé (dossier de porter à connaissance sur ce projet non finalisé).</p> <p>Les dispositions de l'article 37.4 ne sont toujours pas respectées à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées soit une demande de d'aménagement étayée pour le local actuel ou futur, soit un justificatif de mise en conformité du local.</p> <p>Dans le cas d'absence d'avancée significative sur le sujet avant l'été, des suites administratives de type mise en demeure seront proposées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 8 : Porte coupe feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 37.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local abritant l'installation de stockage doit présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : [...] - portes intérieures et extérieures de même degré coupe-feu que celui des murs traversés et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Les pièces justifiant les caractéristiques ci-dessus sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fermeture manuelle de la porte coupe-feu séparant l'atelier du local de stockage a été testée durant la visite.</p> <p>Toutefois, le caractère opérationnel de la fermeture automatique de cette porte est asservi à la détection incendie selon l'exploitant, n'a pas pu être démontrée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées le caractère automatique de la fermeture de la porte coupe-feu suscitée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 32.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrulés dégagés en cas d'incendie. [...]
Constats : Suite à la dernière inspection, l'exploitant a justifié de la réalisation de travaux de mise en conformité du système de désenfumage, réalisés le 8 janvier 2024 par Accord Incendie. Le certificat Q4 relatif à la conformité des installations de sécurité incendie, daté du 21/02/2024, présenté durant l'inspection, fait état de non-conformités. L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle vérification des installations, notamment le désenfumage, a été réalisée le 04/02/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le certificat Q4 établi suite à la vérification du 04/02/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 30.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur. Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils mentionnent très explicitement les déficiences relevées. Il devra être remédié à toute

défectuosité relevée dans les plus brefs délais selon un planning défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le certificat Q18 du 07/08/2024, présenté durant l'inspection, conclut que l'installation peut entraîner un risque incendie. L'exploitant a présenté le tableau de suivi répertoriant les observations du rapport et les actions identifiées. Toutefois, la levée des non-conformités n'a pas pu être justifiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de la conformité de ses installations électriques, notamment en justifiant de la levée des réserves du certificat Q18.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 31.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les pièces justificatives du respect des articles 31.1.1, 31.1.2, 31.1.3 et 31.1.4 ci-dessus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a procédé à une révision du risque foudre. Les rapports d'Analyse du risque foudre (ARF) et de l'étude technique associée (ETE), datés du 01/08/2024 par France Tonnerre, ont été présentés. Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) établi le 20/01/2025 suite à l'installation des paratonnerres a été consulté. Durant la visite du site, les descentes à la terre du dispositif ont été constatées le long du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2007, article 15.1
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité des systèmes de captation des émissions
Prescription contrôlée : [...] La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

<ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs; - les valeurs limites d'émissions [...]
<p>Constats :</p> <p>Vu le rapport DEKRA du 23/10/2024, le rapport n'est toujours pas conclusif sur le contrôle de l'efficacité des systèmes de captation (remarque faite lors de la précédente inspection). Suite à demande de l'exploitant, le bureau de contrôle a indiqué en complément par mail en janvier 2025 que le laveur de gaz présentait un faible rendement. Par ailleurs, le contrôle des VLE est conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure que le contrôle de l'efficacité de son système de traitement des rejets atmosphériques soit intégré dans son contrôle annuel. Il justifie la prise en compte de cette demande par son bureau de contrôle auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Confinement des eaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/06/2012, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bassin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales, ainsi que les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incident sont récupérées dans un bassin de confinement obturable de 180 m³ relié au réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle d'Eyrialis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que la végétation se développait dans le bassin de rétention, empêchant de visualiser correctement l'intégrité de la bâche assurant l'étanchéité de l'ouvrage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède au nettoyage du bassin afin de garantir son intégrité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>